



MICHEL CAHEN

MOZAMBIQUE : L'INSTABILITÉ COMME GOUVERNANCE ?

DANS L'INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE, LE MOZAMBIQUE CONNAÎT, DEPUIS QUELQUE TEMPS, UNE RÉPRESSION POLITIQUE INSIDIEUSE. SALUÉ PAR LES BAILLEURS DE FONDS POUR SES SUCCÈS EN MATIÈRE DE PACIFICATION ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LE PAYS SOUFFRE DE PROFONDS DÉSÉQUILIBRES. ÉBRANLÉ PAR LES DÉFIS SOCIAUX ET LES IMPÉRATIFS ÉLECTORAUX, LE FRELIMO S'EST ENGAGÉ DANS UNE STRATÉGIE DE LA TENSION POUR CONSERVER COÛTE QUE COÛTE LE POUVOIR.

Que se passe-t-il au Mozambique ? Il a fallu attendre l'assassinat d'un journaliste mozambicain internationalement connu – et blanc –, Carlos Cardoso, le 22 novembre 2000, pour que la presse française¹ daigne reparler du Mozambique. Systématiquement passée sous silence par la communauté internationale et les donateurs, la tension a pourtant été grave, permanente et croissante depuis la tenue des dernières élections présidentielles et législatives des 3-5 décembre 1999, les secondes depuis la fin de la guerre civile, dont la Renamo² a sans cesse contesté les résultats.

Le 5 mai 2000, un banal incident, à Aiube, une petite localité près d'Angoche dans le sud côtier de la province septentrionale de Nampula, se termina par la mort de quatre à huit personnes (d'autres sources disent seize), toutes de la Renamo et tuées par la police. Aucune enquête indépendante ne fut diligentée par le gouvernement. Le 11 octobre, la police encercla, avec des blindés, le siège de la Renamo à Beira, pour des perquisitions qui furent complétées aux domiciles de dirigeants locaux, y compris la résidence

1. Voir, par exemple, P. Haski, « Un journaliste réduit au silence au Mozambique », *Libération*, 25-26 nov 2000.

2. Renamo : *Resistência nacional de Moçambique*, Résistance nationale du Mozambique, l'ancien groupe rebelle longtemps soutenu par l'apartheid.



de Dhlakama, le leader du mouvement. Le 9 novembre, la Renamo, qui sortait d'une grave crise interne, appela à nouveau à manifester contre les résultats officiels des élections. Ces manifestations furent réprimées avec la plus extrême violence, souvent à balles réelles, même là où les manifestants étaient totalement pacifiques, voire n'avaient pas encore eu le temps de se former en cortège : environ quarante morts selon le gouvernement.

Le 22 novembre, la voiture de Carlos Cardoso, journaliste respecté, éditeur du journal par fax *Metical*, fut bloquée par deux véhicules au sortir de son bureau, en plein cœur de Sommerschild, le quartier luxueux de Maputo : leurs occupants le tuèrent de dix balles d'AKM, blessèrent grièvement son chauffeur et disparurent sans problème³. Le soir, Rafael Custódio, le journaliste de la télévision qui s'était aussitôt rendu sur les lieux pour diffuser ensuite son reportage, fut attaqué par des inconnus qui, lui disant : « Tu as beaucoup parlé », lui tailladèrent la langue au couteau et le battirent jusqu'à l'inconscience. Le lendemain matin on apprit que, la veille, les corps sans vie de quatre-vingt-trois prisonniers avaient été retrouvés dans la prison de Montepuez, une bourgade de la province de Cabo-Delgado (frontalière de la Tanzanie, à 1 650 km de Maputo) où avaient eu lieu, le 9 novembre, les plus graves incidents. Les bruits d'un empoisonnement collectif ou d'une intervention magique coururent, mais la cause était plus simple : laissés de trois à neuf jours (selon les sources) sans eau ni alimentation, entassés à près de cent dans une cellule de 21 m² prévue pour dix personnes, les détenus – sans inculpation – sont morts de soif, de faim, d'épuisement et d'asphyxie. Le Premier ministre, Pascoal Mocumbi, déclara que des « choses étranges » se passaient dans le pays – et, il est vrai, envoya aussitôt une mission médicale internationale d'enquête sur place. Le président Joaquim Chissano, depuis un voyage officiel à l'étranger, déclara que désormais, il acceptait la demande de rendez-vous réclamée depuis longtemps par Afonso Dhlakama, sans pour autant accepter l'ordre du jour proposé par ce dernier. Lors de la minute de silence pour C. Cardoso à l'Assemblée, le groupe parlementaire Renamo se leva d'un bloc, pendant que de nombreux députés du Frelimo⁴, dont un dirigeant de premier plan, Armando Guebuza, restèrent de longues secondes assis.

Tel est le pays invariablement décrit comme une *success story* par la Banque mondiale et le FMI, et soutenu par toute la communauté internationale⁵. Cette dernière ne semble voir le pays qu'à partir de la capitale – ce qui est assez classique –, mais, rappelons-le, d'une capitale complètement excentrée

au sud (comme si Perpignan était la capitale française), branchée totalement sur l'économie sud-africaine, concentrant 80 % des investissements étrangers, socialement, ethniquement, voire religieusement, étrangère aux régions les plus peuplées du pays.

LES TOUCHES DU PUZZLE

On s'en souvient, en 1992 le Mozambique, à l'inverse de l'Angola, avait réussi à mettre un terme à la guerre civile qui le ravageait depuis 1977. Les accords de Rome du 4 octobre avaient permis la tenue des premières élections libres à la fin octobre 1994, sous la surveillance d'une puissante opération des Nations unies, l'Onumoz. Si le Frelimo avait alors gagné les élections, tant législatives (44,33 % des exprimés) que présidentielles (53,3 %), la Renamo avait pourtant remporté une formidable victoire de légitimation : ce groupe, créé dans les fourgons sud-rhodésiens de Ian Smith et Ken Flower, puis soutenu, même après les accords d'Incomati du 16 mars 1984, par le régime d'apartheid, était censé n'avoir aucune base sociale, n'être que le bras armé régional du pouvoir blanc, ne mener aucune autre action que de tuer femmes et enfants, détruire écoles et dispensaires, et enrôler des jeunes de plus en plus jeunes pour sa guérilla. Selon le pouvoir – suivi par nombre d'intellectuels occidentaux –, qui maîtrisait parfaitement le monde des médias⁶, il ne s'agissait pas d'une guerre civile mais d'une guerre externe de déstabilisation, la Renamo n'était pas un parti mais une horde de « bandits armés⁷ ». Or, lesdits bandits obtinrent de 33,73 % (présidentielles) à 37,78 % (législatives)

3. Les éditions spéciales du journal *Metical* sur l'assassinat de son directeur peuvent être consultées sur Internet : <<http://www.ccardoso.tropical.co.mz/>>.

4. Frelimo : *Frente de libertação de Moçambique*, Front de libération du Mozambique, l'ancien parti unique « marxiste », toujours au pouvoir.

5. Les rares « bémols » viennent, en général, des pays scandinaves.

6. Rappelons que même le correspondant de l'AFP à Maputo – un communiste britannique – était, de fait, membre du parti unique.

7. Sur la Renamo et la nature de la guerre mozambicaine, voir, M. Cahen, « "Entrons dans la nation !" Notes pour une étude du discours politique de la marginalité. Le cas de la Renamo du Mozambique », *Politique africaine*, n° 67, oct. 1997, pp. 70-88 ; « Algérie, les leçons du Mozambique », *Politique africaine*, n° 70, juin 1998, pp. 129-137 ; « "Dhlakama é maningue nice !" Une guérilla atypique dans la campagne électorale au Mozambique », *L'Afrique politique*, CEAN/Karthala, Bordeaux/Paris, mars 1995, pp. 119-161.



des suffrages et la majorité, absolue ou relative, dans les provinces les plus peuplées du pays. Dans des zones qui étaient toujours restées sous contrôle gouvernemental, la Renamo obtint des scores importants – ce qui balaye l'argument de l'« électorat captif ». Le Frelimo, « parti du peuple tout entier » sous la période précédente, courait le grand risque de n'être plus que le « parti du Sud⁸ ».

Des déséquilibres explosifs

Cependant, avec le soutien de la communauté internationale et une politique totalement libérale, nombre d'indices macroéconomiques évoluèrent positivement, au grand contentement des institutions financières internationales. Ce libéralisme économique permit indéniablement une croissance réelle du PIB, des investissements industriels, commerciaux et bancaires (tableau 1).

Tableau 1 – Évolution du PIB mozambicain (1990-1999)

Années	Taux de croissance du PIB	Années	Taux de croissance du PIB
1990	+ 1	1995	+ 4,3
1991	+ 4,9	1996	+ 7,1
1992	- 8,1	1997	+ 11,3
1993	+ 8,7	1998	+ 12,0
1994	+ 7,5	1999 (est.)	+ 10,0

Source : World Bank, *World Development Indicators 2000* ; Paul Fauvet, « Mozambique : growth with poverty », *Africa Recovery*, New York, UNDP, XIV (3), octobre 2000, pp. 12-19.

Mais, outre le fait que, dans une économie qui part d'infiniment bas, les pourcentages ne doivent pas faire illusion, il s'est agi essentiellement d'une classique « croissance sans développement⁹ ». Ce qui se développa fut, surtout et comme jamais, la concentration des investissements (plus étrangers encore que mozambicains) dans la seule capitale et son « corridor » vers l'Afrique du Sud¹⁰. Pendant que les beaux quartiers de Maputo « explosaient » – Maputo qui devenait, aux dires de certains, une « Suisse » en comparaison de Luanda –, le reste du pays non seulement stagnait mais ressentait de plus en plus durement le creusement de la différence entre le « pays utile » et le reste – un « reste » largement majoritaire. Cet abîme a d'ailleurs été claire-

ment « indexé » dans le dernier rapport du PNUD. Globalement, le Mozambique reste épouvantablement mal placé, à la 167^e position sur la liste des 174 pays analysés, avec un « indice de développement humain » (IDH) de 0,343 que l'on peut comparer à ceux du n° 1 mondial, le Canada : 0,935, et du 174^e, la Sierra Leone : 0,252. Mais la ville de Maputo a un indice supérieur (0,602) à celui, par exemple, de ce havre de paix qu'est le Botswana (0,593), et que l'on peut comparer aux régions du pays (tableau 2) :

Tableau 2 – Les déséquilibres régionaux mozambicains
(Liste des régions du sud au nord)

Provinces	Population en % du total	IDH (1999)	% de la pop. sous le seuil de pauvreté absolue (1997)
Maputo-capitale	6,1	0,602	47,8
Maputo-province	5,1	0,407	65,6
Gaza	6,6	0,301	64,7
Inhambane	7,1	0,304	82,6
Sofala	8,8	0,302	87,9
Manica	6,2	0,337	62,6
Tete	7,3	0,284	82,3
Zambézia	20,3	0,173	68,1
Nampula	19,5	0,198	68,9
Cabo Delgado	4,9	0,202	57,4
Niassa	4,9	0,225	70,6
Total	100	0,343	69,4

Source : PNUD, Maputo, 5 juillet 2000 ; Government of Mozambique, *Understanding Poverty and Well-being in Mozambique : The First National Assessment 1996-1997*, Maputo, 1997 ; P. Fauvet, art. cit.

8. Sur les aspects ethniques dans le vote Frelimo, voir M. Cahen, « Nationalisms and ethnicities. Lessons from Mozambique », in E. Braathen, M. Bøås et G. Sæther, *Ethnicity Kills ? The Politics of War, Peace and Ethnicity in Sub-Saharan Africa*, Londres, MacMillan, New York, St. Martin's Press, pp. 163-187.

9. En 1998, des économistes mozambicains optimistes considéraient que le pays aurait besoin de vingt ans pour récupérer son niveau de 1973 (dernière année coloniale complète).

10. Le « corridor de Maputo » est un complexe d'installations groupant le port, le chemin de fer en provenance du Witwatersrand, bientôt une autoroute à péage (Bouygues...), des lignes électriques haute tension, des zones franches, avec des incitations aux investissements, etc.



Il n'y a évidemment pas une correspondance mécanique entre ces énormes déséquilibres et le soutien populaire à la Renamo (Gaza vote Frelimo pendant que Manica vote Renamo), mais il y a une tendance en ce sens (qui n'est pas qu'« ethnique »). On est frappé de voir que la Zambézie et Nampula, les deux provinces les plus peuplées du pays, *le cœur historique du Mozambique colonial*, ont un indice si faible. Cela est, encore une fois, l'expression de la destruction de ce « vieux Mozambique » issu de la période mercantile et des plantations, par une décision politique de très longue durée de Lisbonne : déplacer la capitale de la décadente Ilha de Moçambique à Lourenço Marques (Maputo), en 1907, afin de « brancher » la colonie sur l'Afrique du Sud en pleine croissance. D'une certaine manière, la guerre civile de 1977-1992 vient de là... L'espérance de vie est de 52,1 années à Maputo, mais de 37,5 en Zambézie. L'alphabétisation est de 65,7 % à Maputo et de 25 % au Cabo Delgado. Le PNB *per capita* est de 1 340 US\$ (1998), et tombe à 306 US\$ à Sofala – compte tenu du port de Beira, débouché du Zimbabwe – et de 120 et 126 au Niassa et en Zambézie. Toutes les statistiques montrent que la capitale vit dans un autre pays, voire sur une autre planète. Sa relative prospérité (avec, on s'en doute, une ségrégation sociale gigantesque atténuée, cependant, par la forte densité d'ONG étrangères), affronte désormais – je cite le bulletin de l'agence officielle d'information – « l'abyssale pauvreté des provinces du nord [qui] posera à n'importe quel gouvernement de sérieux problèmes politiques ¹¹ ».

Cet abîme est un héritage colonial, mais il ne fut pas sérieusement remis en cause par le parti unique pendant la période « marxiste », la capitale restant le « prototype » de la nation à construire. Le tournant économique libéral, d'abord timide (1985), puis débridé, se moula très exactement dans les lignes de force de la période coloniale, les amplifiant des moyens modernes, de l'exode rural et de l'explosion urbaine ¹². Les donateurs ont montré, à de rares exceptions près ¹³, une totale indifférence au phénomène. L'heure est aux îlots de technologie avancée en des endroits stratégiques. Aux ONG, éventuellement, de faire le reste.

Une belle confiance en soi

Or, le gouvernement du Frelimo, surveillé mais surtout soutenu par la communauté internationale – pour la « stabilité du pays » –, pensait qu'avec l'apaisement de la peur de la guerre, nombre de Mozambicains qui, selon

lui, avaient voté Renamo « par peur qu'elle ne retourne en brousse », repasseraient au vote Frelimo. Celui-ci n'en avait-il pas vraiment fini avec le « communisme », n'accordait-il pas une liberté religieuse totale ?

Ne multipliait-il pas les égards – y compris les mesures législatives – envers les chefs traditionnels, qui étaient souvent les fers de lance de la Renamo pendant la guerre ? Le Frelimo avait aussi d'autres raisons d'avoir confiance : l'insigne faiblesse politique de la Renamo, totalement incapable de mettre sur pied un programme alternatif – l'ennemi reste le modèle –, de créer des structures civiles actives à tous les niveaux, d'attirer un minimum d'intellectuels, de mordre sur les groupes ethniques du Sud, enfin de réunir un congrès national repensant la Renamo dans son ensemble, y compris par un retour sur son « origine honteuse ». Elle restait un groupe de mentalité militaire, dont tout échelon dépendait, pour la moindre action, des ordres reçus du sommet.

Une première alerte fut superbement ignorée. Après les élections de 1994, le gouvernement du Frelimo s'engagea, sous la pression (budgétisée) de la communauté internationale, dans des schémas de décentralisation. Cela était d'autant plus crucial que les assemblées régionales qui existaient – il est vrai sans pouvoir – sous le parti unique, étaient passées par pertes et profits lors des accords de paix prévoyant des élections désormais pluralistes, mais au seul niveau national. Il n'y avait donc aucun échelon électif intermédiaire entre le citoyen et l'État, ce qui accroissait fatalement le poids de la capitale et l'isolement des députés provinciaux (souvent de l'opposition) y résidant de longs mois. Parmi les schémas de décentralisation, la tenue d'élections municipales fut considérée comme une priorité par les bailleurs de fonds. Le Frelimo accepta avec réticences – la date fut plusieurs fois repoussée – sur

11. *Mozambiquefile*, Agência de informação de Moçambique, 289, Maputo, août 2000, p. 20.

12. Cette dernière est cependant relativement freinée par ce qui est sans doute le seul aspect positif d'une capitale excentrée : Maputo est entourée de provinces du Sud peu peuplées, très loin des fortes densités démographiques du Nord. Le taux de population urbaine, en croissance rapide, n'est donc que d'environ 20 % (selon la définition légale, de tradition portugaise des *ciudades* – les « villes » –, qui écarte les *vilas* – à savoir des « bourgades » pourtant parfois fort peuplées).

13. Citons, par exemple, la Hollande, qui a essayé de donner la priorité de sa coopération à la province de Nampula, provoquant d'importantes tensions avec le gouverneur local, moins argenté que les coopérants.



fond de polémiques incessantes et parfois insensées (y compris de la part de la Renamo), non seulement sur les compétences à transférer aux municipalités, mais aussi sur les endroits où elles devaient avoir lieu. La Renamo les voulait partout, en ville comme en brousse ; le Frelimo les voulait uniquement dans les *cidade*s¹⁴.

Finalement, 33 chefs-lieux furent choisis, mais dans des conditions telles que la Renamo et la quasi-totalité des autres partis d'opposition les boycottèrent. Au total, le taux d'abstention fut d'environ 85 %¹⁵, un taux situé loin au-delà des capacités de mobilisation de l'opposition. Le Frelimo se présenta donc seul presque partout, parfois opposé à de faibles listes citoyennes locales, sauf à Maputo où la coalition *Juntos pela Cidade* conduite par Philippe Gagnaux, un Mozambicain d'origine suisse (le « candidat blond » des médias évitant de dire « blanc ») lié à l'Église presbytérienne (ladite « Mission suisse »), obtint plus de 30 % des suffrages exprimés, mordant le cœur même de l'électorat frélimiste.

Or, la réaction du Frelimo, qui avait été élu partout par d'écrasantes majorités de 15 % de votants, fut significative. Elle consista en une indifférence totale, émaillée d'arguments du genre : « Aux Etats-Unis aussi l'abstention est forte. » Dès lors il apparut que, du moment que les élections l'avaient formellement confirmé à la direction des villes, rien d'autre n'était pertinent. La démocratie n'est-elle pas la continuation du pouvoir hégémonique par d'autres moyens ?

Dans un état d'esprit plus dominateur que jamais, le Frelimo aborda donc la campagne pour les élections générales (présidentielles et législatives) de 1999. Il le fit avec d'autant plus d'enthousiasme que la Renamo, désormais désorganisée et privée de l'argent de l'Onumoz, mais aussi des villes qu'elle aurait pu enlever par sa participation aux municipales¹⁶, ne fit pratiquement pas campagne, son chef, soit-disant blessé au genou, ne faisant que de rares apparitions publiques. On ne prêta pas attention au fait que, depuis 1994, la Renamo avait ethniquement et religieusement diversifié sa direction – qui ne fut jamais homogène mais connaissait, il est vrai, une surreprésentation chona-ndau et chrétienne – et cela notamment aux niveaux locaux.

La peur de décembre 1999

Or, il semble bien que le Frelimo, au début du dépouillement, eut très peur pendant quelques heures. Cela s'exprima, alors que rien ne l'exigeait, par le rallongement impromptu d'une journée de la durée du scrutin¹⁷, permettant ainsi aux abstentionnistes d'être rameutés pour venir voter. Les nouvelles donnaient partout des suffrages en croissance pour la Renamo et surtout pour Dhlakama – et d'aucuns dirent, mais sans preuve, que les bulletins du troisième jour étaient étrangement tous pro-Frelimo ou Chissano. La fraude fut fortement dénoncée par la Renamo, mais elle ne put prouver ses allégations. Les élections d'un district entier (Nacala-a-Velha), où elle était très forte, furent annulées et non comptabilisées dans le score final, sous prétexte de... fraude de la Renamo. Le déséquilibre le plus grave, de toute façon, résida certainement plus dans l'inégalité antérieure au scrutin, inégalité en finances, organisation, cadres politiques formés, intimidation, utilisation des moyens de l'État. Cependant, les résultats électoraux – tels qu'on peut les obtenir – montrent des évolutions importantes.

Tout d'abord, le taux d'abstention fut bien supérieur à celui de 1994, quand virtuellement toutes les personnes recensées (et qui n'avaient pas déménagé depuis leur recensement) votèrent : les 3-5 décembre 1999, l'abstention fut de 30,49 % (présidentielles) à 32,9 % (législatives) des 7 099 105 inscrits. Par ailleurs, en 1994, Dhlakama avait eu moins de voix que son parti Renamo se présentant pourtant alors seul, et c'est cette fois-ci le contraire qui se produisit. La bipolarisation autour des deux seuls candidats retenus par le Tribunal suprême aida sûrement au phénomène : alors que la Renamo

14. Voir la note 11.

15. Voir B. Lachartre, « Élections municipales et démocratisation au Mozambique », *Politique africaine*, n° 75, oct. 1999, pp. 162-170.

16. La Renamo était quasiment certaine d'emporter de très grandes villes comme Beira, Quelimane, Nampula. L'histoire de la décision de boycott qu'elle prit reste à faire, tant les motifs en furent futiles (indépendamment, évidemment, de l'énorme disproportion de moyens entre elle et le parti jouissant des ressources gouvernementales). La gestion des villes lui aurait par ailleurs permis de former des cadres moyens dont elle manque cruellement.

17. La durée du scrutin est fixée à deux jours, mais la Commission nationale électorale peut décider, si les circonstances l'exigent, de le prolonger d'une journée. C'est ce qui se passa en 1994, la Renamo, habilement convaincue qu'il allait y avoir une fraude massive, a, la veille même du vote, appelé au boycott et changé d'opinion le soir du deuxième jour. Sous la pression des ambassades étrangères, le scrutin avait alors été prolongé.



se présentait pourtant en alliance avec une coalition de petits partis, formant le bloc *Renamo-União eleitoral*, elle obtint 38,81 % des voix contre 48,54 % au parti Frelimo, mais Dhlakama recueillit 47,71 % des suffrages exprimés contre 52,29 % à Joaquim Chissano, le président en poste. Cette « inversion » couvrait de toute manière une croissance tant pour la Renamo (+ 1,03 %) que, surtout, pour Dhlakama (+ 14,81 %). L'apport électoral des petits partis regroupés autour de la Renamo fut donc numériquement faible, lui donnant cependant quelques porte-parole de qualité et de niveau scolaire supérieur. Surtout l'image de Dhlakama, l'ancien chef de guerre, a décisivement changé dans le pays ; presque à son corps défendant, il est vraiment devenu le « chef alternatif » possible. Par ailleurs, la géographie politique du pays fut globalement accentuée : la Renamo augmenta ses scores là où elle était déjà la mieux implantée, jamais la coupure du pays au niveau du fleuve Save ne fut plus marquée¹⁸. Tout se passe comme si, quelle que soit la faiblesse politique de la Renamo, de vastes secteurs de la population se servaient d'elle et de son leader pour exprimer leur exaspération face au régime de Maputo. La Renamo est portée par un mouvement qui la dépasse, à savoir une très forte attente sociale. Le paysage politique du pays est bouleversé, l'ancien parti « marxiste » étant le représentant naturel des secteurs les plus modernes du capitalisme mozambicain.

LA TENSION CONSTRUITE

En valeur absolue, seuls 224 678 suffrages séparaient les deux candidats. Mais environ 550 procès-verbaux (à peu près 6 % du total), totalisant 377 773 bulletins furent écartés par la Commission nationale électorale... Si ces suffrages étaient fortement en faveur de Dhlakama, cela pouvait, mathématiquement, inverser le résultat des élections. Le centre Carter exprima des doutes sérieux dès la fin décembre 1999¹⁹, ce qui lui valut la fureur de la plupart des ambassades occidentales (y compris américaine), puis en août 2000 il déclara plus modérément que, s'il ne considérait pas ces élections comme « frauduleuses », il ne les qualifiait pas non plus de *free and fair*²⁰.

En l'absence de preuves tangibles de fraude, il faut bien dire que certains faits étaient troublants : à l'inverse de 1994, la Commission nationale électorale ne se pressa pas pour publier les résultats des élections. Aujourd'hui

encore, plus d'un an après le scrutin, les résultats locaux et complets des élections ne sont toujours pas publiés. Seuls les résultats nationaux et, avec de graves imprécisions²¹, les résultats régionaux, l'ont été. Le mandat de la Commission nationale électorale a pris fin malgré tout, et une nouvelle commission, dirigée par la même personnalité proche du Frelimo²², a été mise en place en juillet, boycottée par la Renamo. Par ailleurs, comment comprendre que les taux d'abstention et la proportion de bulletins nuls soient presque systématiquement « plus forts » là où la Renamo est la plus implantée et alors qu'elle appelait à voter (voir les tableaux statistiques en annexe) ?

Malgré le satisfecit très majoritaire de la communauté internationale, donnant l'indispensable « tampon » du *free and fair*, la Renamo déclara alors qu'elle ne reconnaissait ni le résultat des élections, ni le gouvernement en résultant ; elle laissa, cependant, ses élus occuper leurs mandats. Une analyse, dans certains milieux diplomatiques à Maputo, montrait que si le Frelimo avait gagné les élections législatives, Dhlakama avait gagné les présidentielles ; mais cette « cohabitation » étant ressentie comme néfaste à la « stabilité du pays », ces mêmes milieux n'ont pas jugé utile d'émettre des réserves.

C'est pourtant bien cette situation qui a miné et va continuer à miner la stabilité du pays. Si fraude il y eut, on ne saura certes jamais si elle fut suffisante pour inverser les résultats. Mais l'important, politiquement, était de comprendre qu'une large partie de l'électorat fut convaincue que Dhlakama avait gagné – le pouvoir se maintenant par la fraude – et que le gouvernement fit paradoxalement tout pour entretenir ce « doute sans preuve ». En effet, il refusa systématiquement la revendication du recomptage des suffrages : en janvier 2000, le Tribunal suprême rejeta la requête. La Renamo – qui illustra là sa faiblesse politique – s'empêtra alors dans un jeu de tensions/négociations avec le pouvoir.

18. Le fleuve Save marque presque parfaitement la limite des groupes ethniques du Sud (Changane, Rongas, Tsuas, etc.) et le passage aux mondes chona et des ethnies zambéziennes.

19. « Carter Center commends Mozambicans on elections, but calls for greater transparency in resolving complaints », 23 déc. 1999.

20. *Notícias*, Maputo, 28 août 2000. Le rapport final (*Carter Center Final Report on 1999 Elections in Mozambique*) a été rendu public le 24 août 2000 et est consultable sur son site (<<http://www.cartercenter.org>>).

21. Voir la remarque attenante aux tableaux statistiques de l'annexe.

22. Il s'agit de Jamisse Taimo, un pasteur méthodiste, par ailleurs recteur de l'Instituto superior de Relações internacionais.



Le désir de reconnaissance

Alors que tout le sud et le centre du pays étaient dévastés par des inondations gigantesques²³ en janvier 2000, au lieu de s'en tenir, comme il eût été logique, à une revendication démocratique et claire du recomptage, la Renamo déclara d'abord qu'elle allait mettre sur pied, partout, un gouvernement parallèle. Des incidents locaux éclatèrent, des militants ne reconnaissant plus l'administration, en un genre de campagne de désobéissance civile manquant cependant cruellement d'une véritable direction politique. Puis, dans un « souci d'apaisement », elle déclara que l'on pouvait discuter d'un partage des gouvernements de province : en clair, la Renamo nommerait les gouverneurs des provinces où elle était majoritaire. En effet, le gouvernement tarda habilement à nommer les gouverneurs, mais quand il le fit à la mi-juillet 2000, ce furent tous des membres du Frelimo. Le 5 mai, à Aiube, un commerçant du marché refusa de payer la taxe hebdomadaire, puisque, à l'instigation de militants de la Renamo, « il ne reconnaissait pas cette administration ». Il fut arrêté. Or, il était membre d'une hiérarchie traditionnelle et immédiatement une foule nombreuse, menée par la Renamo, tenta de le libérer. L'intervention de la police, à balles réelles, fit de quatre à seize morts²⁴.

Dans le même temps (de mars à juin environ), Dhlakama passait le plus clair de son temps à voyager pour calmer ses bases. En effet, si, vu de Maputo, il apparut parfois comme plus radical que certains membres de sa direction²⁵, il devait surtout réussir à ne pas perdre son autorité au sein du parti lui-même. Mais toute la politique – ou même le comportement quotidien – du gouvernement consista à refuser de négocier politiquement, ou même de voir la Renamo politiquement : lors des perquisitions musclées au siège de la Renamo de Beira en octobre, la police de la seconde ville du pays justifia la mesure déclarant qu'elle avait appris que « des armes y étaient entreposées », « et qu'il y avait une augmentation des crimes dans la région²⁶ ». Cette déclaration locale est très significative de l'état d'esprit du pouvoir à l'égard de la Renamo : tout le monde sait que, depuis 1992, la Renamo garde une petite force de sécurité, qui n'a jamais été intégrée à la police de l'État, et sert de garde du corps. Cette affaire est périodiquement ressortie, mais on voit bien ici la volonté de « dépolitiser » la Renamo, par l'éternel lien au banditisme²⁷.

Mais après avoir renoncé à la revendication du recomptage, la Renamo renonça aussi à celle du partage des gouverneurs de province face au blocage complet auquel elle se heurtait. Elle demanda alors que l'on discute d'une

meilleure intégration dans la vie économique du pays – ce à quoi le gouvernement s'était toujours dit ouvert sous la forme de discussions, mais pas de négociations. Des contacts « secrets » commencèrent entre Raúl Domingos, en pratique le n° 2 de la Renamo et chef du groupe parlementaire, et le ministre des Transports Tomás Salomão. Niées systématiquement par le président Joaquim Chissano, alors que Dhlakama avait désespérément besoin de pouvoir dire à ses troupes que des négociations étaient en cours, ces « conversations » finirent par exploser au grand jour. Après avoir repoussé la Renamo vers des thèmes exclusivement économiques, le président l'accusa, à la télévision, de vouloir monnayer l'abandon de sa revendication politique contre de fortes sommes d'argent : « Si nous donnions quelques millions de dollars, il n'y aurait plus de fraudes aux élections. » Cela provoqua une grave crise au sein de la Renamo, car Dhlakama, tempêté par sa base, accusa alors, à tort ou à raison, Raúl Domingos d'avoir négocié en privé et d'avoir trahi. Il fut d'abord suspendu, puis exclu²⁸. Avant les tragiques événements de novembre, ce dernier commençait à parler de créer une *Renamo renovada*²⁹.

23. Les inondations ayant d'abord ravagé le Sud, Dhlakama déclara qu'elles étaient une punition divine. Puis la vallée du Save fut également accablée, et il ne fit plus de déclarations politico-météorologiques !

24. Le rapport le plus documenté et équilibré sur cet événement a été élaboré par la Liga moçambicana dos direitos humanos.

25. Voir, à ce sujet, le commentaire de Carlos Cardoso lui-même, dénonçant « la folie que l'aile de Dhlakama semble disposée à déclencher » (*Metical*, 15 nov. 2000). A ce moment-là, les ambassades voyaient de plus en plus en Raúl Domingos, pourtant l'ancien chef de guerre, une figure de dirigeant modéré qui pourrait remplacer le « radical » Dhlakama.

26. *Diário de Notícias*, Lisbonne, 12 oct. 2000.

27. Le banditisme urbain est extrêmement inquiétant au Mozambique, mais toutes les études, tous les témoignages montrent que les « syndicats du crime » qui sévissent sont en liaison avec la police, voire formés de policiers. Les deux derniers ministres de l'Intérieur, Manuel António (renvoyé après de très fortes pressions internationales) et Almerinho Manhenje, n'ont jamais pris de mesures importantes pour tenter d'y remédier. Un nombre impressionnant de crimes restent impunis et aucune enquête n'est jamais menée.

28. On peut, du reste, facilement imaginer que des insinuations allant dans le sens de ce monnayage furent utilisées pour paralyser la Renamo.

29. En Angola, le régime du MPLA a mis sur pied une *Unita renovada*, pour poursuivre le « processus de paix » sans l'Unita de Jonas Savimbi. Cette petite scission n'est pas du tout représentative et même les députés de l'Unita toujours présents à Luanda ne l'ont guère rejointe. Mais elle est utilisée comme outil de délégitimation. Il est clair qu'il y a une certaine influence « angolaise » dans le cas d'une *Renamo renovada*. Il est peu probable cependant qu'elle puisse dorénavant être mise sur pied, tant la polarisation, en temps de paix, va s'accroître au Mozambique.



Pendant le mois de juillet, la situation sociale urbaine se tendit aussi, car les syndicats menacèrent de déclencher une grève générale les 27-28 et 29 à propos du salaire minimal. Le Premier ministre les accusa d'être manipulés par des « étrangers spécialistes des grèves », alors même que le pays connaissait une onde de xénophobie et de racisme inquiétante. La grève fut annulée *in extremis*, alors que des ralliements au mouvement s'annonçaient, suite à des augmentations de 16 à 26 % des bas salaires concédées par le gouvernement. En septembre-octobre, Dhkakama avait donc les mains absolument vides et ne pouvaient donc que relancer ses manifestations.

Les manifestations de novembre et l'assassinat de Carlos Cardoso

Elles ne furent nullement une surprise, mais il est vrai que, formellement, l'autorisation ne fut pas demandée avec les quatre jours légaux. Elles furent brusquement appelées pour le 9 novembre 2000. Partout la police agit avec une extrême violence (Beira, Manica, Nacala). Les plus graves incidents éclatèrent à Montepuez, bourgade de l'extrémité nord du peuplement macua, fortement islamisée bien que loin de la côte. La *vila* avait majoritairement voté, en 1994 et en 1999, pour le Frelimo, mais dans les alentours la Renamo avait de solides bases d'appui. Une foule, formée notamment de personnes âgées³⁰, mais aussi probablement en partie de guerriers traditionnels³¹, dont certains étaient munis d'armes à feu hors d'usage³² se rassembla sur la place et fut attaquée par la police : elle réagit et réussit à pénétrer à l'arrière du poste de commandement et à y voler quelques dizaines d'armes. Dix-sept personnes, dont sept policiers, furent tuées. Une quarantaine de personnes seraient mortes ce jour-là dans tout le pays, dont une dizaine dans la province de Nampula, et environ 130 auraient été gravement blessées. Un dirigeant important du Frelimo et député, Hermenegildo Gamito, déclara le 21 novembre que « le problème, avec les manifestations de la Renamo, n'avait pas été la répression de la police mais un excès de tolérance³³ ». Il ne fait aucun doute que, même au Mozambique, si la police tire à balles réelles et sans sommation, c'est qu'elle reçoit des ordres en ce sens. Elle procéda du reste à des centaines d'arrestations³⁴ alors que les prisons du pays sont dans un état lamentable. La pression semble avoir été telle que, dans le district de Montepuez, on parle de nombreux partisans de la Renamo passant la frontière de la Tanzanie, et aussi de suicides par pendaison.

Que penser d'arrestations ayant eu lieu les 10, 11 et 12 novembre dernier et de prisonniers retrouvés morts le 22 au matin ? « Combien de jours aura duré l'agonie de ces personnes ? », demande *Metical*³⁵. Il semble qu'ils n'avaient plus rien reçu depuis plusieurs jours. Júlio Lopes, un survivant sans doute un peu mieux traité (ou arrêté plus tardivement), déclara n'avoir rien mangé ni bu depuis trois jours et que, questionnés, les gardes répondaient « obéir aux ordres du commandant ». Le conseil municipal (Frelimo) enterra 43 corps avant l'arrivée de la commission médicale d'enquête³⁶. « Crime d'État », commente l'hebdomadaire *Savana* dans son éditorial du 1^{er} décembre : « Dans d'autres pays [...], Montepuez aurait provoqué la chute du gouvernement entier [...]. Mais comme ici c'est le Mozambique, seul tel ou tel policier local sera sacrifié. Ni le commandant provincial de la PRM³⁷ ni encore moins le commandant en chef de la Police [ne seront sanctionnés], pour ne pas attenter à l'intouchable ministre de l'Intérieur. » Le Premier ministre, Pascoal Mocumbi, semble confirmer cette vision, qui déclara le 25 novembre que les auteurs du drame du 21-22 novembre seraient « individuellement responsabilisés » et que la « justice devait suivre

30. Selon un rapport de la Liga moçambicana dos direitos humanos, révélé par *Metical*, 22 nov. (dernier numéro élaboré par C. Cardoso).

31. On a parlé d'une résurgence des Naparamas, guerriers « vaccinés » contre les balles qui menèrent la guerre contre la Renamo indépendamment de l'armée. Ils mirent la première en difficulté car les propres guérilleros avaient peur de leurs pouvoirs, avant que Dhlakama n'envoie quelques troupes d'élite faire cesser le miracle. Les Naparamas se débandèrent et certains, semble-t-il, passèrent du côté de la rébellion. Ils se dispersèrent définitivement en 1993, n'ayant pas obtenu leur inclusion dans la démobilisation officielle, avec subsides, de l'Onumoz. Il me semble infiniment plus probable, cependant, qu'à Montepuez, on ait eu affaire aux *mudjibas*, c'est-à-dire aux milices de chefs traditionnels qui ont peut-être été réactivées au cours de ces derniers mois de tensions. Il n'est pas étonnant, cependant, que le souvenir des Naparamas ressurgissent dans la région. A. Adelino, un policier de Montepuez, blessé lui-même, déclara sur son lit d'hôpital ne pas comprendre comment, des trente balles qu'il tira (*sic*), « aucune n'atteignit sa cible » et attribuant ce fait au pouvoir magique des Naparamas (Agência de informação de Moçambique, 28 nov. 2000).

32. L'immense majorité des anciennes caches d'armes de la Renamo non démantelées par l'Onumoz, laissées sans entretien depuis 1994, ne contiennent guère plus que de la rouille.

33. Panafrican News Agency, 23 nov. 2000.

34. R. Domingos (déjà exclu de la Renamo) en dénonça 480 (*MediaFax*, Maputo, 17 nov. 2000).

35. *Metical*, 868, 27 nov. 2000.

36. Agência de informação de Moçambique, 28 nov. 2000.

37. PRM : Police de la république du Mozambique.



son cours » : en clair, ce n'est pas un problème politique, et effectivement ni le ministre de l'Intérieur ni le chef de la police n'ont offert leur démission³⁸.

On le voit, même si les médias restent dominés par le gouvernement (qui contrôle le seul quotidien national, la seule TV d'amplitude nationale, la seule agence de presse, etc.), il y a au moins une raison d'espérer au Mozambique : l'existence d'une presse indépendante, constituée d'hebdomadaires ou de journaux par fax ou en ligne. C'est pourquoi, du reste, C. Cardoso a été assassiné, en un clair avertissement au journalisme d'investigation. Bien sûr, cela ne signifie pas que le gouvernement en tant que tel soit compromis, mais très certainement que des gens dans le pouvoir, haut placés, le sont. Carlos Cardoso se savait menacé, ayant reçu des appels téléphoniques explicites. Il avait très fortement dénoncé la répression policière consécutive aux manifestations du 9 novembre, mais menait aussi l'enquête sur le grand scandale du Banco comercial de Moçambique. Il considérait du reste que les manifestations de la Renamo ou les déclarations de Dhlakama menaçant de « mettre le pays en l'air en 24 heures », aidaient à créer un climat propice à un nouveau retard dans l'enquête, et considérait de la sorte que « Dhlakama était très utile à la faction-gangster du Frelimo³⁹ ». On peut ne pas partager ce point de vue, mais C. Cardoso pointait, de cette manière, une relation entre l'ordre de réprimer le plus violemment les manifestations des opposants, et le non-aboutissement des enquêtes pour corruption.

Le Banco Comercial de Moçambique est l'une des entreprises privatisées du pays. Or, le lendemain matin de sa privatisation, on découvrit qu'environ 10 millions de livres sterling avaient disparu. Bien que des suspects aient très vite été identifiés, le procureur général de la République, António Namburete, montra un zèle certain à ne pas mener l'enquête et fut publiquement accusé par l'un des procureurs adjoints, Afonso Antunes, et un ministre, Eneas Comiche (par ailleurs membre du conseil d'administration de cette banque) de destruction de pièces à conviction. La polémique fut énorme et se racialisait très vite (Namburete est noir, Antunes est blanc), après que le procureur eut illégalement exonéré son adjoint⁴⁰. Évitant de prendre ouvertement parti pour l'un des camps, le président Chissano destitua en juillet le procureur général et ses six adjoints. Un nouveau procureur général et un adjoint furent appointés, mais, à ce jour, la cour reste incomplète et l'enquête n'a toujours pas abouti. Il semble que Cardoso était, lui, sur une piste sérieuse montrant les connexions politiques du « casse du BCM ».

Carlos Cardoso était né à Beira, au centre du pays, d'une famille d'entrepreneurs portugais. Il avait fait ses études en Afrique du Sud et, en 1974, fut expulsé au Portugal, pour activisme politique, par le régime d'apartheid. De là, il repartit au Mozambique, croisant ses parents qui, eux, rentraient en métropole. Il travailla d'abord pour l'hebdomadaire officiel *Tempo* (1976), puis à l'Agence d'information du Mozambique (1980). Il fut cependant toujours un esprit indépendant, réclama éternellement sa carte du parti qui lui fut non moins éternellement refusée, et fut même jeté en prison (une semaine, en 1982) par Samora Machel (le premier président du pays) pour avoir écrit une note sur l'extension de la guerre contre la Renamo. Il était pourtant un grand admirateur de Samora Machel, dont il devint le conseiller. En 1986, lors de la mort suspecte du président, il parla ouvertement de « connexions mozambicaines » dans la tragédie. En 1989, avec d'autres journalistes, il créa la coopérative indépendante de presse MediaCoop⁴¹. En 1997, agacé par un certain manque d'initiative, il la quitta et créa son propre journal, *Metical*, également distribué par fax (puis en ligne). Le succès fut immédiat, le bulletin prenant courageusement position dans de nombreuses affaires, notamment dans celles où le racisme affleurait ouvertement⁴², ou contre la Banque mondiale choisissant l'exportation de la noix de cajou brute (non décortiquée) vers l'Inde, plutôt que son industrialisation sur place⁴³. Il devint rapidement une institution, une vigie.

38. Agência de informação de Moçambique, 30 nov. 2000.

39. C. Cardoso, *Metical*, 859, 15 nov. 2000.

40. L'ensemble des procureurs sont nommés et exonérés par le président de la République.

41. MediaCoop publie notamment l'hebdomadaire *Savana* et le bulletin *MediaFax*, le premier journal par fax au monde, créé par Cardoso en 1992.

42. Le recteur de l'université Mondlane Brazão Mazula est, depuis deux ans, fortement contesté pour mauvaise gestion financière. Un conflit ouvert a éclaté avec la faculté de sciences sociales : or, nombre de médias ont réussi à pourrir le débat, en écrivant qu'il s'agissait d'une résistance des « Mozambicains blancs » (les « professeurs en sciences sociales », contre la promotion de « jeunes intellectuels mozambicains » (noirs). Une autre grave affaire avait éclaté quand un dignitaire musulman indien fut accusé de cannibalisme et *illico* emprisonné, des mois durant, sans procès. Le racisme anti-indien et anti-blanc est en croissance au Mozambique, exacerbé par la misère sociale. En ce qui concerne les Blancs, la question est cependant plus symbolique que sociale, car ils ne constituent en aucun cas une élite économique dans le pays.

43. La Banque mondiale devait reconnaître son « erreur », mais les usines de décortiquage ont, entre-temps, fait faillite. Sur cet aspect, voir J. Leite, « A guerra do caju », in *Lusotopie 2000*, Karthala, Paris (sous presse).



Cependant, sa mort fit apparaître un clivage non dit, mais puissant. L'émotion fut considérable, mais quelque peu « élitare ». Je ne veux pas du tout dire par là qu'elle ne fut que « blanche mozambicaine », loin de là. Mais si des personnalités marquantes sont venues assister, le 24 novembre, aux cérémonies (éloge à la municipalité – il était conseiller municipal – puis crémation), on ne peut pas dire que le peuple de Maputo ait afflué en masse : cinq cents personnes, peut-être un peu plus, est l'estimation généralement donnée. Il est vrai que Carlos Cardoso n'était membre d'aucun grand parti qui eût pu mobiliser des foules, mais le fait est là.

Du reste, si l'on regarde les personnalités politiques présentes, on y voit, côté Frelimo, un « certain Frelimo », historique plus qu'actuel : Jorge Rebelo, Helder Martins, José Oscar Monteiro, respectivement ministres de l'Information, de la Santé, de l'Intérieur puis de la Présidence dans les gouvernements de Samora Machel. Graça Machel, persuadée que son mari a été assassiné et qui a toujours dit connaître les auteurs, s'y trouvait aussi. Du gouvernement actuel était présente la ministre des Finances Luisa Diogo. Sans doute avait-elle des raisons supplémentaires d'être là : elle venait accompagnée de son mari, Albano Silva, un avocat connu qui avait échappé d'extrême justesse à une tentative d'assassinat. Enfin, Abdul Carimo, vice-président du Parlement de 1994 à 1999, fut l'un des principaux organisateurs des cérémonies.

Le président de la République publia son éloge – « Nous discussions avec C. Cardoso. [...] Nous discussions avec lui parce qu'il pointait des problèmes pertinents qui requéraient l'attention de tous. Il nous forçait à penser⁴⁴ » –, le Premier ministre fit de même, mais ni lui ni d'autres dirigeants importants du parti ne furent présents. Visiblement, Carlos Cardoso n'est pas prêt d'acquérir le statut de *Herói moçambicano*⁴⁵. Mia Couto, le plus célèbre écrivain mozambicain – et blanc – prononça l'éloge funèbre, faisant appel « aux hommes honnêtes et patriotes *au sein* du gouvernement mozambicain ».

Le 27 novembre, le président déclara que les réformes de la police et de la justice étaient des « priorités... depuis longtemps ». Le 30 novembre, la police suspendit les arrestations de militants de la Renamo compromis dans les manifestations du 9 novembre.

QUO VADIS, MOÇAMBIQUE ?

La Renamo n'a pas d'agenda politique, elle est complètement surdéterminée par celui du Frelimo. Elle n'est pas prête pour les municipales de 2003 ni pour les nouvelles élections générales de 2004 : pas de vrai programme dont les cadres moyens et militants pourraient se saisir pour se former, pas d'effort de formation interne, etc. Son adhésion récente à l'Internationale chrétienne-démocrate est purement instrumentale et, si elle rend possibles quelques voyages à l'étranger pour ses dirigeants, cela ne modifie en rien la nature du parti mozambicain lui-même. Mais il y a au moins un point sur lequel Dhlakama voit juste : il a toujours déclaré que « la Renamo a été créée par le Frelimo ».

Le phénomène est assez rare en Afrique : d'une bande de soldats perdus et de prisonniers des camps de rééducation de 1976-1977, se jetant dans les bras des services secrets blancs, de par son insertion progressive dans la grave crise que connaissait la société mozambicaine du fait du paradigme de modernisation autoritaire du Frelimo, elle a acquis peu à peu une fonction de représentation sociale, ce que j'ai appelé ailleurs, la « coalition des marginalités »⁴⁶. Elle est une transcroissance *sui generis*, quelque chose que n'avaient point prévu ses promoteurs : le passage de groupe guerrier au corps social guerrier, puis au parti politique. Elle entre en résonance avec la marginalisation historique des vieilles élites mozambicaines au tournant du XX^e siècle et avec tous les autres processus de marginalisation que la modernisation autoritaire et sans moyens a, par la suite, provoqués.

C'est pourquoi, du reste, la guerre s'est arrêtée au Mozambique, à l'inverse de l'Angola : la Renamo veut entrer dans la ville, entrer dans la nation, son modèle est le Frelimo haï, elle veut partager le pouvoir, alors que chacune des factions angolaises veut la totalité de l'État. C'est aussi pourquoi elle a tant de mal à imaginer un programme politique alternatif⁴⁷. Mais la

44. Agência de informação de Moçambique, 24 nov. 2000.

45. Le frelimo a développé toute une mythologie autour des « Héros mozambicains ».

46. M. Cahen, « "Dhlakama é manigue nice!"... », art. cit.

47. La Renamo, qui prétend défendre la tradition et les identités, ne s'exprime pas, par exemple, sur le changement de capitale, sur l'alphabétisation en langues bantoues, ne fait aucune proposition pour intégrer le fait ethnique à la démocratie politique, etc.



déliquescence programmatique ne lui ôte pas sa nature de vrai parti politique, parce que c'est sa fonction de représentation sociale qui l'en institue. De vastes secteurs de la population se servent de la Renamo, quoi qu'elle fasse, dans ce pays historiquement éclaté. Cela fonde une redoutable contradiction pour l'avenir : car, d'une certaine manière, l'attente sociale énorme derrière la Renamo est « de gauche⁴⁸ ». La Renamo arrivant au pouvoir – hypothèse qui ne peut être exclue – sera incapable de répondre à cette attente, et les déséquilibres régionaux s'exprimeront alors nécessairement de manière ethnique. Ils le feront, du reste, tôt ou tard, si la politique actuelle des « corridors » est maintenue.

La deuxième contradiction vient du Frelimo lui-même : alors que, programmatiquement, le profil est désormais très bas, le sentiment de famille s'est maintenu intact. Ce sentiment de famille n'est pas seulement relatif à la « politique du ventre », ou ethnique (changane, ronga) ; il est aussi « national » dans un pays qui n'est pas une nation. Partout, le Frelimo a des membres de la « famille », quelles que soient leurs ethnies d'origine, en raison de l'histoire de la guerre de libération puis de la gestion nationalisante de l'État. Il y a de forts déséquilibres ethniques au sein du Frelimo, mais ce dernier n'est pas une formation ethnique. La famille défend les intérêts très concrets de ses membres, les éloigne un temps au besoin (nomination à la Banque mondiale, etc.), mais reste inclusive et fondée non point sur ses seuls intérêts, mais sur l'idée qu'elle est la Nation, que le Mozambique n'existe pas sans elle. Ce sentiment, intolérable pour ceux qui ne sont pas dans la famille, a de profondes racines historiques dans la genèse de l'infime élite moderniste dans Lourenço Marques (Maputo) au ^{xx}^e siècle, une ville qui a été créée pratiquement de toutes pièces, alors que les vieux noyaux de type islamo-créole ou swahili du complexe de l'océan Indien étaient, quant à eux, marginalisés. Ce sentiment frélimiste l'a institué certes, un temps, en parti unique, mais cette institution même était purement instrumentale : derrière réside l'idée durable du parti-nation.

Voilà pourquoi, pour des raisons patrimoniales, certes, mais aussi, mentales, il est proprement inconcevable pour le Frelimo de perdre le pouvoir, puisque cela signifierait la disparition du pays. Tout le Frelimo pense cela, mais, au sein de ce paradigme, certains sont prêts à tout faire pour le sauvegarder, d'autres non, certains, enfin, hésitent.

Quand, auparavant, un responsable venait, depuis Maputo, dans un village, le responsable politique local disait à la foule assemblée : « Camarades, je vous présente ce camarade qui vient de la nation... » La nation était loin, certes, mais il y avait quand même une parenté. Aujourd'hui, on entend souvent : « Qu'il retourne au Mozambique ! » ■

Michel Cahen

Centre d'étude d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux

Annexe I – Résultats nationaux des élections des 3-5 décembre 1999

Présidentielles

	Suffrages	<i>En pourcentages des...</i>	
Électeurs inscrits	7 099 105	-	100
Abstention	2 164 753	... inscrits	30,49
Nombre de votants	4 934 352	... inscrits	69,51
Votes nuls	141 569	... votants	2,87
Votes blancs	320 795	... votants	6,50
Votes valides	4 471 988	... votants	90,63
Chissano	2 338 333	... exprimés	52,29
Dhlakama	2 133 655	... exprimés	47,71

Législatives

	Suffrages	<i>En pourcentages des...</i>	
Électeurs inscrits	7 099 105	-	100
Abstention	2 265 344	... inscrits	31,91
Nombre de votants	4 833 761	... inscrits	68,09
Votes nuls	238 772	... votants	4,94
Votes blancs	462 666	... votants	9,57
Votes valides	4 132 323	... votants	85,49
Frelimo	2 005 713	... exprimés	48,54
Renamo/UE	1 603 811	... exprimés	38,81
Partido trabalhista	111 139	... exprimés	2,69
Palmo	101 970	... exprimés	2,47

48. La comparaison est sans doute possible, sur ce plan-là, avec le mouvement « sopi » et l'accession au pouvoir du « libéral » A. Wade au Sénégal.

*Députés élus*

Provinces et nombre de députés		Frelimo	Renamo-UE
Cidade de Maputo-ville	16	14	2
Maputo-province	13	12	1
Gaza	16	16	0
Inhambane	17	13	4
Sofala	21	4	17
Manica	15	5	10
Zambézia	49	15	34
Tete	18	8	10
Nampula	50	24	26
Cabo Delgado	22	16	6
Niassa	13	6	7

Source : voir annexe II.

Annexe II – Résultats régionaux des élections des 3-5 décembre 1999

Présidentielles – résultats régionaux approchés

Catégories, par province	Valeurs absolues	% des votants (sauf mention contraire)	% exprimés
--------------------------	------------------	--	------------

Niassa – Inscrits : 356 693

Votants	249 367	69,91	
Dhlakama	127 737	51,20	56,99
Chissano	96 419	38,69	43,01
Nuls, blancs et omissions	25 211	10,11	

Cabo Delgado – Inscrits : 618 451

Votants	464 801	75,16	
Dhlakama	136 512	29,37	33,50
Chissano	270 985	58,3	66,50
Nuls, blancs et omissions	57 304	12,33	

Nampula – Inscrits : 1 434 764

Exprimés*	758 791	sur les inscrits : 52,89	
Dhlakama	433 129		57,06
Chissano	325 662		42,95

Zambézia – Inscrits : 1 383 811

Votants	856 454	61,74	
Dhlakama	541 161	63,19	71,77
Chissano	212 499	24,81	28,23
Nuls, blancs et omissions	102 794	12, 00	

Tete – Inscrits : 503 422

Exprimés*	313 658	sur les inscrits : 62,31	
Dhlakama	187 508		59,78
Chissano	126 150		40,22

Manica – Inscrits : 421 266

Exprimés	280 754	sur les inscrits : 66,65	
Dhlakama	185 277		65,99
Chissano	95 477		34,01

Sofala – Inscrits : 593 877

Exprimés*	341 873	sur les inscrits : 57,57	
Dhlakama	273 393		79,91
Chissano	68 480		20,09

Inhambane – Inscrits : 493 860

Votants	309 984	62,77	
Dhlakama	80 520	25,98	28,93
Chissano	197 796	63,81	71,07
Nuls, blancs et omissions	31 668	10,22	

Gaza – Inscrits : 460 913

Votants	377 177	81,84	
Dhlakama	16 586	4,40	4,86
Chissano	324 996	86,17	95,14

Maputo-Province – Inscrits : 454 153

Exprimés*	258 566	sur les inscrits : 56,93	
Dhlakama	25 803		9,98
Chissano	232 763		90,02

Maputo-ville – Inscrits : 454 153

Votants	349 153	76,88	
Dhlakama	44 700	12,80	13,27
Chissano	292 146	83,67	86,73

*Législatives – résultats régionaux approchés*

Catégories, par province	Valeurs absolues	% des votants (sauf mention contraire)	% exprimés
--------------------------	------------------	--	------------

Niassa – Inscrits : 356 693

Votants	240 524	67,44	
Renamo/UE	93 468	38,86	53,48
Frelimo	81 300	33,84	46,52
Nuls, blancs et omissions	65 756	27,34	

Cabo Delgado – Inscrits : 618 451

Votants	456 503	73,81	
Renamo/UE	99 472	21,79	30,30
Frelimo	228 781	50,12	69,70
Nuls, blancs et omissions	128 250	28,09	

Nampula – Inscrits : 1 434 764

Exprimés*	736 134	sur les inscrits : 51,31	
Renamo/UE	316 551		42,97
Frelimo	290 225		39,39

Zambézia – Inscrits : 1 383 811

Exprimés*	696 888	sur les inscrits : 50,36	
Renamo/UE	415 699		59,65
Frelimo	180 264		25,87

Tete – Inscrits : 503 422

Exprimés*	284 440	sur les inscrits : 56,50	
Renamo/UE	140 452		49,38
Frelimo	105 876		37,22

Manica – Inscrits : 421 266

Votants	262 135	62,22	
Renamo/UE	141 265	56,89	53,89
Frelimo	83 828	31,94	37,98
Nuls, blancs et omissions	7 731	2,95	

Sofala – Inscrits : 593 877

Exprimés*	287 151	sur les inscrits : 48,35	
Renamo/UE	202 435		70,50
Frelimo	56 573		19,70

Inhambane – Inscrits : 493 860

Exprimés*	260 764	sur les inscrits : 52,80	
Renamo/UE	53 530		20,53
Frelimo	162 021		62,13

Gaza – Inscrits : 460 913

Exprimés*	330 445	sur les inscrits : 71,69	
Renamo/UE	11 443	3,46	
Frelimo	288 916	87,43	

Maputo-Province – Inscrits : 454 153

Exprimés*	251 814	sur les inscrits : 55,45	
Renamo/UE	24 412		9,69
Frelimo	216 446		85,95

Maputo-ville – Inscrits : 454 153

Exprimés*	332 121	sur les inscrits : 73,13	
Renamo/UE	45 007		13,55
Frelimo	274 529		82,66

Source : site officiel du gouvernement mozambicain tel qu'au 2 décembre 2000 (<<http://www.mozambique.mz/governo/eleicoes/eleico/locais.htm>>) et calculs personnels.

Remarque : les résultats locaux des élections n'étant toujours pas publiés et même les résultats régionaux restant présentés sur le site officiel de manière incohérente (pourcentages présentés sans indication de ce à quoi ils se réfèrent : inscrits ou votants ; pourcentages manquants ; total de valeurs absolues ne correspondant pas à la somme des suffrages des candidats ou des partis, etc.), on a exploité au mieux les contradictions entre les valeurs pour reconstituer des résultats plausibles, bien sûr sur la base des données publiées. Par ailleurs, les données des annexes I et II ne correspondent pas exactement...

* Il n'a pas toujours été possible de calculer le nombre de votants, et le nombre des suffrages exprimés est alors seul indiqué.